



## ***Mouwatana défendra la dignité citoyenne contre le coup de force du 5e mandat***

Alger le 12.02.2019

*Les Algériens sont censés être appelés à élire leur président de la république le 18 avril prochain. Ce rendez-vous aurait dû contribuer à construire les institutions légitimes de l'Etat. Il est présenté par les clients du régime, comme une formalité pour assurer la continuité du pouvoir politique en place. Il va, de ce fait, mettre en péril la viabilité de l'Etat algérien. La situation n'est pas celle du début de 2014, lorsque l'argument de « la stabilité » a donné lieu à un coup de force institutionnel. Elle est bien plus critique. Les années des grandes recettes énergétiques sont terminées. Le matelas de l'épargne a disparu pour le dinar, et en voie de s'épuiser pour les devises. Les recours exceptionnels de court terme, comme la planche à billet, sont en train de s'installer dans la durée. Les déficits n'arrêtent plus de se creuser. L'avenir de moyen terme des Algériens est déjà hypothéqué.*

*Pendant que s'amplifie la menace d'une nouvelle panne dramatique du développement et d'un appauvrissement du pays, le pouvoir politique a délégitimé les institutions de l'Etat. L'Algérie est dirigée par intermittence et par procuration. Elle a subi un désinvestissement du droit et des normes. La gouvernance s'est organisée **autour du destin présidentiel d'un homme contre le destin d'une nation**. Les institutions de la république ont concédé toute leur autonomie. La fin de la légitimité révolutionnaire portée par la génération de la libération du pays est rattrapée par la fin du modèle économique bâti sur la seule exportation du gaz et du pétrole. L'impasse politique du régime n'est plus conjoncturelle, **elle est historique**.*

*Dans un tel contexte, vouloir faire de l'élection présidentielle d'avril 2019 une formalité pour assurer la continuité, est un acte d'une gravité incalculable. Il condamne les Algériens au désespoir. Il alimente la désunion nationale, nourrit l'élan des jeunes pour l'exil, affaiblit l'Etat à l'intérieur et vis à vis du monde. Il fige la société. Imposer la continuité, en fait céder à la régression de la présidence à vie, revient à priver les Algériens de leur souveraineté. Engager un nouveau passage en force pour « la continuité » signifie renoncer à défier la crise qui arrive, à agir pour l'émergence de l'Algérie – force économique et état de droit - longtemps promise mais toujours différée. Le temps perdu emporte avec lui les solutions qui*



*auraient pu être possibles à déployer. La poursuite du statu quo prépare une fin désastreuse pour le régime politique et pour l'Etat.*

*Le mouvement Mouwatana aspire à être durablement utile à la population, aux élites organisées en association et aux partis politiques afin de gagner la bataille du changement démocratique pour l'Etat de droit. Cette bataille connaîtra un épisode critique lors des prochaines semaines. Le mouvement Mouwatana donne leur liberté d'action à ses membres qui estiment que le retrait du processus électoral faussé par la présence de la candidature illégale d'un homme malade et absent, n'est pas le bon mot d'ordre pour protester contre un coup de force institutionnel annoncé. Mouwatana souhaitait pour l'Algérie un candidat du consensus pour une transition négociée. Toutefois cette transition négociée était assortie de conditions minimales d'exercice des libertés et du respect des lois, dont la non-candidature d'un président sortant inéligible était **la première des garanties**.*

*Le mouvement Mouawatana a refusé dès le premier jour le scénario du pire qui devient une réalité et a tout fait pour l'empêcher. En plus d'être anti constitutionnelle et illégale, la candidature pour un 5<sup>ème</sup> mandat de Abdelaziz Bouteflika, viole les consciences et blesse le sentiment national.*

*Les Algériens connaissent déjà le prix exorbitant de l'entêtement d'un régime qui refuse le changement, l'ouverture et l'exercice des libertés. Ils souhaitent consolider leur Etat Nation par l'avancée du droit, de la justice, et de l'égalité des chances. Il est arrivé le temps de faire confiance à leur libre arbitre. Mouwatana est déterminé à les accompagner dans cette quête de leur statut plein et entier de citoyen. **Le mouvement, avec tous les partisans du changement, participera à la résistance citoyenne pacifique au coup de force du 5<sup>e</sup> mandat.** Il continuera à le faire, au-delà de cette échéance fatidique du 18 avril. Mouwatana veut donner de l'espoir aux Algériens. L'espoir aujourd'hui commence par la défense de notre dignité de citoyen.*

***En conséquence Mouwatana appelle à une première journée de mobilisation citoyenne le dimanche 24 février 2019 Mouwatana soutient toutes les actions qui convergent vers le même objectif***

*Le Coordinateur National  
Dr Soufiane Djilali*